



MINISTERIO
DE INDUSTRIA, TURISMO
Y COMERCIO



Oficina Española
de Patentes y Marcas

**ARREGLO DE MADRID RELATIVO AL REGISTRO INTERNACIONAL DE MARCAS Y PROTOCOLO
CONCERNIENTE A ESTE ARREGLO**

RECHAZO DE PROTECCIÓN PROVISIONAL

Comunicado a OMPI (art. 5º Arreglo y Protocolo de Madrid)

I Administración que ha acordado el rechazo: **Oficina Española de Patentes y Marcas**

C/ Panamá, 1 – Teléfono: 902 157 530 – 28071 MADRID

II. Nº del registro internacional rechazado: **0838424**

Nº del registro nacional de base: **3139434**

III. Nombre y dirección del titular del registro internacional rechazado:

HUANG GONGJIAN; RENDICUN, LINJIANGZHEN, OHAIQU, WENZHOU ZHEJIANG (CHINA)

IV Motivos del rechazo:

POR OPOSICION DE MARCAS COMUNITARIAS:

-COM: 3347952 ATALANTA

FECHAS: SOLICITUD 11/09/2003

TITULAR.....: ATALANTA BERGAMASCA CALCIO,S.P.A.

DIRECCION.....: VIA PITENTINO 14/A, 24124 BERGAMO, (ITALIA)

PRODUCTOS: CL 18 (BOLSOS Y BOLSAS, PARAGUAS.).

CL 25 (CAMISAS Y GENEROS DE PUNTO, PANTALONES CORTOS, CINTURONES Y ANORAKS, BLUSONES, PAÑUELOS DE CUELLO, BUFANDAS, SOMBREROS, MEDIAS Y CALCETINES DE DEPORTA, CALZADOS, ALBORMOZES, SUDADERAS Y PRENDAS DE VESTIR EN GENERAL.).

V. a) Fecha en la que ha sido dictado el rechazo: **22/09/2005**

b) Plazo para la contestación : **22/01/2006**

VI. R.T.P. **X** R.P.P.

VII. Los no residentes en un estado miembro de la C.E. deberán estar representados, en todo caso por un Agente Oficial español de la Propiedad Industrial (Art. 155.2 Ley de Patentes). Los residentes en un estado miembro de la C.E., actuando por si mismos, deberán designar obligatoriamente un domicilio en España, a efectos de notificaciones (Art. 29.4 Ley de Marcas). Todos los documentos que se presenten ante la Oficina Española deberán estar redactados en español (Art. 11.9 Ley de Marcas).

LOI DES MARQUES

Art. 4.- Peut être considéré comme marque tout signe susceptible d'une représentation graphique, qui distingue ou sert à distinguer dans le commerce, les produits ou services d'une entreprise, des produits ou services appartenant à une autre.

Art. 5.- INTERDICTIONS ABSOLUES

1.- Ne peuvent pas être enregistrés comme marque les signes suivants:

- a) Ceux qui ne peuvent pas constituer une marque selon l'article 4.1 de la présente Loi.
- b) Ceux qui sont dépourvus de caractère distinctif.
- c) Ceux qui sont composés exclusivement de signes ou d'indications, servant à distinguer dans le commerce l'espèce, la qualité, la quantité, la destination, la valeur, la provenance géographique, l'époque de production du produit ou de la prestation de service ou autres caractéristiques des produits ou des services.
- d) Ceux qui sont composés exclusivement de signes ou d'indications qui sont devenus habituels ou usuels pour désigner les produits ou services dans la langue usuelle ou dans les pratiques loyales et constantes du commerce.
- e) Ceux qui sont constitués exclusivement par la forme imposée par la nature même du produit, ou par la forme du produit nécessaire à l'obtention d'un résultat technique.
- f) Ceux qui sont contraires à la Loi, à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.
- g) Ceux qui peuvent induire à tromper le public, notamment sur la nature, la qualité, les caractéristiques ou la provenance géographique des produits ou services..
- h) Ceux qui sont destinés à identifier les vins ou les spiritueux qui comportent ou qui sont composés d'indications géographiques lorsque ces vins ou spiritueux n'ont pas ces origines, y compris ceux qui indiquent des expressions telles que "classe", "variété", "sorte" ou "imitation".
- i) Ceux qui reproduisent ou imitent la dénomination, les armoiries, le drapeau, les décorations et autre emblèmes de l'Espagne, de ses Communautés Autonomes, de ses municipalités, de ses provinces ou d'autres institutions locales, sous réserve d'en obtenir l'autorisation.
- j-k) Ceux qui ne sont pas autorisés par les pouvoirs compétents et se voient refusés en vertu de l'article 6 ter du CUP.

2.- L'alinéa 1 lettres b, c et d, ci-dessus ne s'applique pas dans le cas où la marque

aurait acquis, pour les produits ou services pour lesquels on demande l'enregistrement, un caractère distinctif à la suite de l'usage qu'on a fait d'elle.

3.- Peut être enregistrée comme une marque, la conjonction de plusieurs des signes cités dans l'alinéa 1. lettres b, c et d, si cette conjonction remplit les conditions contenues dans l'article 4 de la présente Loi.

Art. 6.- INTERDICTIONS RELATIVES

1) Ne peuvent pas être enregistrés comme marques les signes:

a) Qui par leur identité ou ressemblance phonétique, graphique ou conceptuelle avec une marque demandée ou enregistrée antérieurement pour désigner produits ou services indiqués ou similaires pourraient induire en confusion dans le commerce ou engendrer un risque d'association avec la marque antérieure.

Art. 7.-

1) Ne peuvent pas être enregistrées comme marque les signes:

a) Qui par leur identité ou ressemblance phonétique, graphique ou conceptuelle avec un nom commercial demandé ou enregistré antérieurement pour désigner des activités concernant les produits ou services pour lesquels on demande la marque, et qui pourraient induire en confusion dans le commerce.

Art. 9.-

1) Ne peuvent pas être enregistrées comme marque à moins d'en avoir l'autorisation:

a) Le nom ou l'image qui identifie une personne différente du demandeur de l'enregistrement de la marque.

b) Le nom, le prénom, le pseudonyme ou autre moyen qui pour l'ensemble du public identifie une personne différente du demandeur.

c) Les signes qui reproduisent ou imitent des créations protégées par un droit de propriété intellectuelle ou industrielle.

Art. 10.- MARQUES D'AGENT OU DE REPRESENTANT

1) À moins qu'il justifie sa façon d'agir, l'agent ou le représentant d'une tierce personne qui soit titulaire d'une marque dans un autre membre du CUP ou du OMC il ne pourra pas enregistrer cette marque à son nom sans l'autorisation du titulaire.

2) Le titulaire lésé aura le droit de s'opposer à l'enregistrement de la marque, et à formuler les actions de nullité qui sont établies dans l'alinéa 2 et 3 de la Loi des Marques et dans l'article 6 septies du CUP.